



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

territoires ruraux

Question au Gouvernement n° 3432

Texte de la question

## DIFFICULTÉ DES TERRITOIRES RURAUX

**Mme la présidente.** La parole est à M. Arnaud Viala, pour le groupe Les Républicains.

**M. Arnaud Viala.** Monsieur le Premier ministre, dimanche, par leur vote, les Français ont poussé plusieurs cris et ces cris vous sont adressés : le cri des pauvres et des laissés pour compte, le cri des classes moyennes et le cri du monde rural, de ces territoires interstitiels dont nous avons si souvent témoigné ici. La France, c'est aussi nous. Dans nos territoires, l'agriculture est en souffrance et rien ne vient apaiser ses inquiétudes, ni à court terme, en raison de la conjoncture, ni à moyen et long termes, en raison de vos hésitations en Europe, des errements de vos politiques internationales et surtout de la vision du monde rural que vous martelez, pétrie d'idéaux environnementaux et dénuée de toute vision économique dynamique. Ni l'agriculture ni les autres formes d'économie n'y auront leur place demain si vous continuez ainsi. Et pourtant, la France, c'est aussi nous.

Dans nos territoires, l'enjeu est démographique et social. Les attentes en matière de service sont de plus en plus fortes et la capacité à les satisfaire de plus en plus faible. Et pourtant, la France c'est aussi nous. Dans nos territoires, il faut des infrastructures modernes. Le Gouvernement ne répond pas aux attentes en matière de numérique, de téléphonie mobile et de sécurité sanitaire. Et pourtant, la France, c'est aussi nous. Et pourtant, nos territoires offrent énormément d'avantages dans le contexte actuel, en matière de sécurité mais surtout de qualité de vie. Ils sont animés de dynamiques très fortes. Qu'attendez-vous pour nous donner de vrais moyens de regarder vers demain ? Qu'attendez-vous pour nous dire clairement si vous comptez continuer à asphyxier 80 % de la France afin d'en chasser définitivement les gens qui y vivent et y sont attachés ou si vous allez enfin redéfinir votre politique d'aménagement du territoire ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*)

**Mme la présidente.** La parole est à M. le Premier ministre.

**M. Manuel Valls, Premier ministre.** Je pourrais d'abord vous répondre, monsieur Viala, que ces problèmes, ces sujets, ces défis et ces souffrances sont là depuis bien longtemps. Je pourrais vous répondre précisément que nous avons engagé depuis plusieurs mois déjà, comme l'a rappelé Sylvia Pinel il y a un instant, toutes les actions indispensables à ces territoires, notamment la mise en place des maisons de services au public, des maisons de santé et d'un plan sans précédent en matière de couverture numérique conjuguant l'engagement de l'État, des conseils départementaux et des opérateurs qui doivent pleinement assumer leurs responsabilités. Nous avons tenu, il y a quelques mois encore à Vesoul, un comité interministériel consacré à ce sujet et présidé par le chef de l'État.

Mais je vais vous dire le fond de ma pensée, avec tout le respect que je vous dois, à vous élu de l'Aveyron, département rural comme bien d'autres que beaucoup d'entre nous connaissent. L'idée même d'opposer,

comme vous le faites, plusieurs France et de faire croire ici, dans cet hémicycle, et à travers lui aux Français, qu'un gouvernement quel qu'il soit abandonnerait là les territoires urbains et les banlieues et là les territoires ruraux, que nous ne respecterions pas cette France qui a toujours raison, cette France rurale qui dit la vérité, c'est le meilleur moyen – je vous le dis très honnêtement, monsieur le député – de continuer à conforter l'extrême droite dans ce même discours ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

Au lieu de tenir ce type de discours et d'opposer en permanence plusieurs France, essayons plutôt d'apporter ensemble des réponses. Vous faites des propositions, nous agissons. Rien n'est jamais parfait et il faut être lucide sur l'action des politiques publiques menées dans les territoires ruraux grâce aux régions, aux départements, à l'intercommunalité, à l'État et souvent en effet à l'Union européenne. En la matière, comment pouvez-vous dire que nous n'agissons pas au niveau de la PAC et de l'Union européenne ? Comment pouvez-vous dire que nous n'agissons pas au niveau international alors que le ministre de l'agriculture s'efforce de lever tous les embargos, notamment avec la Russie ? C'est avec ce discours caricatural ne reposant sur aucun fait qu'on affadit et qu'on met en cause le discours et l'action publics ! Au lieu de tenir ce discours, essayons de travailler ensemble car c'est au fond ce que les citoyens de votre circonscription et de votre département attendent, monsieur le député ! Assez de cette démagogie ! Un peu de réalisme et de hauteur de vue ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

## Données clés

**Auteur :** [M. Arnaud Viala](#)

**Circonscription :** Aveyron (3<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3432

**Rubrique :** Aménagement du territoire

**Ministère interrogé :** Premier ministre

**Ministère attributaire :** Premier ministre

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [9 décembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 décembre 2015](#)